

I. Qu'est-ce que l'engagement politique ?

A. L'engagement politique prend des formes variées

- **Engagement politique** = ensemble des activités individuelles ou collectives que les gouvernés peuvent réaliser dans le but d'influencer le fonctionnement du système politique. Formes variées :

- **formes conventionnelles** : actions politiques traditionnelles dans une démocratie représentative, renforcent la légitimité du système et se déroulent dans un cadre légal. Toutes les activités qui entourent la participation électorale : voter, se présenter à une élection, assister à un meeting, militer dans un parti politique ...
- **formes non conventionnelles** : actes protestataires qui peuvent remettre en cause la légitimité du système. Affirmer des revendications politiques par d'autres moyens que les formes conventionnelles. Légales (manifestations, engagement associatif ou syndical, consommation engagée, pétitions, grèves etc) ou illégales (occupations de locaux, actions violentes, prise en otage de dirigeants etc).

Vocabulaire : **Démocratie** : régime politique où le pouvoir est détenu par le peuple sans distinction entre les individus qui le composent. **Démocratie représentative** : type de démocratie où les citoyens élisent des représentants pour exprimer leurs opinions et leurs volontés; ils leur délèguent leur pouvoir. **Militantisme** : engagement pour une cause collective qui se caractérise par une participation à des actions politiques (il va au delà de la simple adhésion). On peut militer dans un parti politique, une association, un syndicat ou un mouvement social. **Parti politique** : organisation dont les membres se réunissent autour d'un projet politique dans le but de conquérir et exercer le pouvoir politique. **Association** : regroupement de personnes généralement bénévoles autour de projets aux buts divers (sportifs, humanitaires, artistiques etc), leur but est non lucratif. **Syndicat** : association volontaire de personnes dont le but est de défendre les intérêts professionnels des personnes qui le composent (il existe des syndicats de patrons et des syndicats de salariés). **Mouvement social** : entreprise collective de contestation dont le but est d'imposer un changement dans la structure sociale ou politique.

B. Diversité et transformations des objets de l'action collective

Action collective = ensemble d'actions concertées d'un ou plusieurs groupes d'individus pour faire triompher une cause partagée.

→ **La diversification des objets de l'action collective**

- Mutation des **conflits du travail** (ensemble de désaccords entre les salariés et les employeurs dans la sphère productive). Désaccords sur salaires, conditions de travail, nombre d'emplois etc. Au cœur de l'engagement politique au XIX^{ème} et XX^{ème} siècle (grèves de la classe ouvrière et rôle important des syndicats dans leur organisation). Depuis 70's, conflits du travail en net déclin : aujourd'hui seul 8% des salariés sont syndiqués en France + grèves moins nombreuses et moins longues.

- Transformation conflits du travail : défense des emplois, protection sociale, services publics; temps et conditions de travail. Mobilisations moins coûteuses (en temps / argent) et moins encadrées par les syndicats. Actions collectives (grèves de moins de 2 jours, manifestations, débrayage, grèves du zèle, grèves perlée etc) ou individuelles (refus d'heures supplémentaires, recours aux prud'hommes etc). Conflits du travail institutionnalisés : peuvent se régler par la négociation entre partenaires sociaux.

Chapitre 6 : Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

- 60-70's : objets de l'action collective : mouvement ouvrier traditionnel → nouveaux enjeux de mobilisation. **Ronald Inglehart** : passage **valeurs matérialistes** (économique : enrichissement / niveau de vie) à **valeurs postmatérialistes** (revendications sociales et culturelles basées sur l'épanouissement personnel, la volonté de reconnaissance d'identités plurielles et l'acquisition de nouveaux droits). Opposition classes sociales → opposition entre « communautés de lutte ».

Alain Touraine, NMS : conflits sociaux portant sur des enjeux plus qualitatifs que quantitatifs (mouvements écologistes, féministes, LGBTQIA+, antiracistes etc). Luttes minoritaires (actions collectives menées par des individus dans une situation d'infériorité dans la société et susceptibles de subir des discriminations : sur le genre, l'origine ethnique, la religion, l'orientation sexuelle etc).

- *Remarque* : **féminisme pas vraiment un NMS, les revendications matérialistes restent les plus fréquentes.**

→ **La transformation des acteurs de l'action collective** :

- partis politiques = de moins en moins d'adhérents (1% population française en 2013) mais restent nécessaires à la vie démocratique (mobilisent citoyens, élaborent programmes, recrutent et forment les professionnels de la politique, participent à la socialisation politique des citoyens, structurent le vote etc).

- Taux de syndicalisation de moins en moins important (25% dans 50's → 8%), syndicats = rôle important dans organisation action collective (manifestations) et représentent toujours les intérêts des salariés et du patronat (revendications sur le travail, protection sociale etc).

- Déclin partis politiques et syndicats contrasté par le dynamisme des associations. Espaces d'engagement variés : lutte contre l'exclusion sociale (SDF, chômeurs etc), lutte contre maladies, associations écologistes, féministes, LGBTQIA+ ... Contre-pouvoir + permettent de tisser du lien social. Mobilisation des plus jeunes (< 25 ans) : bénévolat > syndicats ou partis politiques.

→ **La transformation des répertoires de l'action collective**

- **Répertoire d'action collective** = ensemble des moyens de pression disponibles pour défendre les intérêts d'un groupe.

Charles Tilly, deux types de répertoires d'action collective :

- **répertoire « local patronné »** (17 - 19^{ème} siècle) : espaces locaux, intervention de « patrons » (notables), fêtes locales, souvent des confrontations violentes (brutalement réprimées).
- **répertoire « national-autonome »** (19^{ème} siècle) : industrialisation + centralisation pouvoirs à l'échelle nationale = syndicats, action s'adresse à l'État central. Manifestations (≠ émeutes) : les modes de mobilisation collectives se pacifient et s'institutionnalisent.

- Prolongement analyse de Tilly = **répertoire « transnational-autonome »** (période actuelle) : actions collectives internationales, expertise et recours aux médias. Intérêts plus universels (environnement, lutte contre mondialisation sauvage etc), niveau de violence très faible. Médias / Internet = actions spectaculaires pour gagner en visibilité (mobilisations originales / interpellantes : FEMEN, Greenpeace dans centrales nucléaires, Act Up et l'obélisque de la Concorde etc).

II. Pourquoi les individus s'engagent-ils politiquement ? Qui s'engage politiquement ?

A. Est-il rationnel de s'engager politiquement ?

- **Mancur Olson** : du point de vue individuel, mobilisation collective irrationnelle.

Paradoxe de l'action collective : malgré un intérêt objectif commun à défendre, les individus peuvent choisir de ne pas se mobiliser. Calcul coûts-avantages : action collective = coût individuel mais avantages collectifs (biens collectifs) → « **passager clandestin** » : récupèrent fruits d'une action sans en payer le coût.

- **Gouvernés s'engagent malgré ce paradoxe** car :

- **Mancur Olson** : **incitations sélectives** (mécanismes utilisés par le groupe qui se mobilise pour empêcher les comportements de passager clandestin et pousser les individus à se mobiliser). Négatives (0 bénéfice pour passagers clandestins) ou positives (intérêts particuliers pour ceux qui se mobilisent).
- **Mancur Olson** : taille du groupe = plus groupe est petit, plus non-participation « visible » → pression pour participer.
- **Daniel Gaxie** : **rétributions symboliques** (récompenses non matérielles perçues par les militants : liens amicaux / affectifs, sentiment d'utilité, estime de soi, prestige d'une action etc).
- **La structure des opportunités politiques** : environnement et conjoncture politique influencent positivement / négativement le développement de mouvements sociaux → degré d'ouverture du système politique / stabilité alliances politiques / existence ou non de relais politiques / capacité institutions à développer des politiques publiques.
- **Socialisation politique** (processus de transmission des normes, valeurs et attitudes politiques qui permettent aux individus de se forger une identité politique) → individus s'engagent s'ils l'ont intégré comme norme ou valeur.

B. Le rôle des variables socio-démographiques

→ **Rôle de la PCS et du diplôme** :

- engagement politique = **socialement situé**. Engagement classe sup / plus diplômés > classe pop / peu diplômés.

- **Daniel Gaxie** : catégorie sociale → **compétence politique** (objective = connaissances / subjective = sentiment de compétence politique) → intérêt politique → participation politique. « **Cens caché** » = forte abstention / faible adhésion aux associations militantes de la classe populaire → malgré suffrage universel (≠ censitaire) engagement po reste l'affaire des classes sup car sentiment d'incompétence po de la classe populaire (auto-censure → auto-exclusion électorat / militantisme).

→ **Le rôle de l'âge, de la génération et du sexe** :

- **Âge et génération** : **effet d'âge** (place dans cycle de vie) ≠ **effet de génération** (contexte de socialisation d'une génération). Plus âgés : militent moins dans des partis politiques et syndicats (effet d'âge : activités sédentaires) mais engagement associatif (effet d'âge : plus de temps) et participation électorale importante (effet de génération). Jeunes s'engagent moins dans partis politiques et syndicats (effet de génération : militantisme sur réseaux sociaux, consommation engagée), voix contestataire (0 engagement politique conventionnel : taux d'abstention fort et vote intermittent).

- **Genre** : engagement historiquement l'affaire des H car stricte division sexuée du travail (F = intérieur donc foyer, H = extérieur donc emploi & vie politique). Aujourd'hui, même participation électorale / engagement associatif. Mais F sous-représentées en politique, H = plus d'actions collectives / plus militantisme syndical et partisan. Explications : inégale répartition des tâches domestiques laisse plus de temps aux H de s'engager.

- *Rq* : **socialisation politique plus intense chez classes sup (donc fort sentiment de compétence politique) et les hommes (opinions et actes politiques plus partagées avec les fils). Anciennes générations : vote = devoir, vs jeunes : vote = droit.**